

SARL J.GRENOUILLET
56, rue du Faubourg Saint Antoine
75012 - PARIS

Philippe GUILLARD
107, boulevard Raspail
75006 - PARIS

MASTRAD

Société Anonyme
Au capital de 2.061.493,14 Euros

32 bis/34, Boulevard de Picpus
75012 - PARIS

RCS PARIS 394 349 773

COMMISSARIAT AUX COMPTES

de

I'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2018

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

ANNEXES

Le 12 octobre 2018

MASTRAD S.A.

Société Anonyme
Au capital de 2.061.493,14
Euros

32bis/34, boulevard de Picpus
75012 - PARIS

RCS PARIS 394 349 773

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018

Aux Actionnaires,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MASTRAD SA relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans l'annexe sous les chapitres 1- « activité de la société et faits caractéristiques », 2-« Evènements postérieurs à la clôture », 3-« règles et méthodes comptables ».

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, entre autres, des immobilisations, des créances et des dettes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations comptables

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des amortissements sur les immobilisations incorporelles, l'appréciation des immobilisations financières et les provisions sur stocks et sur créances, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les titres de participation dont le montant net figurant au bilan au 30 juin 2018 s'établit à 371.652 euros sont évalués à leur coût de revient et, sur la base de leur valeur d'utilité, ne font pas l'objet de dépréciation selon les modalités décrites dans l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations, tout en sachant que celles-ci reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

- Conclusion

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de gestion du Président consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration.

6 - Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,
Le 12 octobre 2018



Jean GRENOUILLET
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris



Philippe GUILLARD
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris

ANNEXES

I. BILAN AU 30/06/2018

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 30/06/2018	Net 30/06/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	292 885	114 914	177 972	97 740
Frais de développement	423 426	390 211	33 215	32 171
Concessions, brevets et droits similaires	617 039	589 306	27 733	42 874
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	290 707		290 707	226 873
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	2 527 773	2 223 854	303 919	383 569
Autres immobilisations corporelles	904 105	784 486	119 618	102 803
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	281 244		281 244	225 301
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	2 452 355	2 080 603	371 753	371 653
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	350 001	350 001		
Prêts				
Autres immobilisations financières	206 085	127 946	78 139	96 825
ACTIF IMMOBILISE	8 345 619	6 661 319	1 684 300	1 579 810
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	8 267		8 267	8 267
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 394 364	624 110	1 770 255	2 252 312
Avances, acomptes versés sur commandes	24 625		24 625	49 887
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 108 901	311 980	796 920	971 758
Autres créances	6 592 860	2 398 095	4 194 765	4 260 698
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	135 136	133 405	1 731	3 732
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	382 065		382 065	58 647
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	331 647		331 647	269 009
ACTIF CIRCULANT	10 977 864	3 467 589	7 510 275	7 874 308
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	121 002		121 002	75 276
TOTAL GENERAL	19 444 484	10 128 908	9 315 576	9 529 395

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2018	Exercice 2017
Capital social ou individuel (dont versé : 2 061 493)	2 061 493	1 349 306
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 839 470	9 733 123
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	88 413	88 413
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	1 856 453	5 197 097
Report à nouveau	-7 189 716	-7 189 716
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-986 337	-3 340 644
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	6 669 776	5 837 579
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	143 783	223 869
Provisions pour charges		
PROVISIONS	143 783	223 869
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles	6 674	33 272
Autres emprunts obligataires	100 000	295 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 143	40 709
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	31 373	26 185
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 115 989	1 810 276
Dettes fiscales et sociales	397 145	435 336
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	816 931	763 835
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	2 472 256	3 404 613
Ecarts de conversion passif	29 761	63 334
TOTAL GENERAL	9 315 576	9 529 395

II. COMPTE DE RESULTAT AU 30/06/2018

Rubriques	Exercice 2018			Exercice 2017
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	3 490 900	1 502 783	4 993 683	6 512 430
Production vendue de biens	-9 353	-2 825	-12 178	-104 354
Production vendue de services	67 768	32 490	100 258	461 494
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 549 315	1 532 448	5 081 763	6 869 570
Production stockée				
Production immobilisée			86 936	67 569
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			67 073	58 184
Autres produits			6 094	7 825
PRODUITS D'EXPLOITATION			5 241 865	7 825
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 793 007	7 003 147
Variation de stock (marchandises)			418 878	2 685 610
Achats de matières premières et autres approvisionnements			269 694	432 334
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 315 408	3 029 865
Impôts, taxes et versements assimilés			45 170	113 136
Salaires et traitements			948 383	981 564
Charges sociales			400 604	372 969
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			284 382	326 498
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			126 145	321 726
Dotations aux provisions				
Autres charges			89 409	165 236
CHARGES D'EXPLOITATION			6 691 081	8 725 542
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 449 215	-1 722 394
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			557 638	316 618
Produits financiers de participations			21 019	28 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			132 787	105 155
Reprises sur provisions et transferts de charges			380 332	43 406
Différences positives de change			23 500	140 057
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			419 298	2 024 626
Dotations financières aux amortissements et provisions			269 297	1 831 799
Intérêts et charges assimilées			63 348	96 863
Différences négatives de change			86 654	95 964
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			138 340	-1 708 008
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-1 310 876	-3 430 402
PRODUITS EXCEPTIONNELS			229 596	115 671
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			229 596	33 671
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				82 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES			137	100 928
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			6 769	46 873
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			-6 632	54 055
RESULTAT EXCEPTIONNEL			229 459	14 743
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-95 080	-75 015
TOTAL DES PRODUITS			6 029 099	7 435 437
TOTAL DES CHARGES			7 015 436	10 776 081
BENEFICE OU PERTE			-986 337	-3 340 644

III. ANNEXE

1 ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	8	4.4 COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TRAVAUX EN COURS	22
1.1 ACTIVITE DE LA SOCIETE.....	8	4.5 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES	22
1.2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	10	4.6 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES	23
2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	10	4.7 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES ...	24
3 REGLES ET METHODES COMPTABLES	14	4.8 CREANCES REPRESENTEES PAR DES EFFETS DE COMMERCE	24
3.1 IMMOBILISATIONS	14	4.9 PRODUITS A RECEVOIR	24
3.1.1 Immobilisations incorporelles.....	14	4.10 COMPTES DE REGULARISATION	25
3.1.2 Immobilisations corporelles.....	15	4.10.1 Charges constatées d'avance.....	25
3.1.3 Immobilisations financières.....	16	4.10.2 Ecarts de conversion	25
3.2 EVALUATION DES STOCKS	17	5 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	26
3.3 CREANCES ET DETTES	17	5.1 CAPITAUX PROPRES	26
3.4 VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT	18	5.2 ETAT DES PROVISIONS	26
3.5 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.....	18	5.2.1 Provisions pour risques.....	26
3.6 PROVISIONS REGLEMENTEES	18	5.2.2 Provisions pour charges.....	27
3.7 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	18	5.2.3 Provision pour dépréciation des immobilisations	27
3.8 DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX.....	18	5.2.4 Provision amortissements.....	Erreur ! Signet non défini.23
3.8.1 Changement de méthode d'évaluation.....	18	5.2.5 Provisions pour dépréciation des stocks	28
3.8.2 Changements de méthode de présentation	18	5.2.6 Provisions pour dépréciation des créances.....	28
3.8.3 Informations complémentaires	19	5.3 ETATS DES ECHEANCES DES DETTES	29
4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	20	5.4 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES.....	30
4.1 CAPITAL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.15	5.5 CHARGES A PAYER.....	30
4.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	20	6 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	31
4.2.1 Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice	20	6.1 VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	31
4.2.2 Tableau des amortissements.....	21	6.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	32
4.2.3 Provision pour dépréciation des immobilisations	21	6.3 TRANSFERT DE CHARGES.....	32
4.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22	6.4 RESULTAT FINANCIER	32
		6.5 RESULTAT EXCEPTIONNEL	33
		6.6 IMPOT SUR LES BENEFICES.....	33
		6.6.1 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité	33

6.6.2 *Incidence sur le résultat de
l'application des dispositions fiscales* 34

7 INFORMATIONS DIVERSES 35

7.1 IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE...35

7.2 LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS.....35

7.3 REMUNERATION COMMISSAIRES AUX COMPTES ..35

7.4 ENGAGEMENTS SUR LE PERSONNEL 36

7.4.1 *Engagement en matière d'indemnité
de départ à la retraite* 36

7.4.2 *Participation des salariés* 36

7.4.3 *Cessions de droits* 36

1 ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Activité de la société

Mastrad subit depuis plusieurs exercices le déclin des ventes dans quasiment tous canaux de distribution et plus particulièrement dans les ventes en magasin. Le constat est le même pour tous les types de magasins : le manque de trafic. Par ailleurs, la tendance est aujourd'hui à la décoration au détriment de la cuisine. Ainsi tous les points de vente d'opportunité tels que les jardineries ou encore les corners dans les grands magasins privilégient la décoration.

Mastrad souhaite donc aider à créer de la valeur pour ses partenaires revendeurs que ce soit pour ses clients détaillants ou grands comptes. Pour aider au sell out des clients Mastrad a mis en place des programmes promotionnels par type de réseau tout au long de l'année, en fonction de la saisonnalité et en termes de produits adaptés. Des outils merchandising (display « musée » pour vitrine, kit vitrines, meubles prêts à vendre de sol et de comptoir, rénovation du mobilier permanent, displays pré-remplis) sont proposés aux clients. Enfin Mastrad propose toujours des formations aux vendeurs/responsables magasins pour mieux présenter les produits et pouvoir rassurer et répondre aux interrogations des consommateurs. Des ateliers training ont été mis en place au siège de Mastrad et des plans d'animation avec des chefs sont régulièrement organisés sur les points de vente.

En termes de développement produits, l'ADN de Mastrad est l'innovation au service du consommateur. Mastrad poursuit le développement des ustensiles de contrôle de température et de pression électroniques et connectés haut de gamme. Le second semestre a vu les premières commandes de la sonde connectée sans fil Meat°it.

France :

Le chiffre d'affaires est en repli de 20%, passant de 4.405 K€ à 3.549 K€ sur l'exercice clos.

Cette baisse d'activité concerne la majorité des secteurs de clientèle.

Le recul des ventes aux détaillants indépendants est de 22%, confirmant ainsi le phénomène de réduction du réseau de boutiques traditionnelles.

Les chaînes de détaillants qui regroupent sous une même enseigne plusieurs boutiques, sont également pénalisées : en recul de 17 % contre 28%, l'année précédente.

L'activité des grands magasins recule elle aussi de 17%, les questions de fréquentation et de trafic étant au cœur des problématiques de cette catégorie.

Autre secteur pénalisé: les magasins d'électro-ménager dont le chiffre d'affaires a baissé de 26% contre 46% l'année précédente.

Les consommateurs se détournent des réseaux traditionnels, mais n'ont pas pour autant reporté leur consommation sur internet, le site e-commerce de la société tout comme les grands sites de ventes internet n'ayant pas mieux performé.

Seul le secteur des grossistes CHR est en progression de 40% contre 32% l'année précédente.

Au cours de l'exercice, le chiffre d'affaires a été pénalisé par des ruptures temporaires sur un certain nombre références, liées à des difficultés structurelles chez certaines usines et à de fortes augmentations de certaines matières premières.

La baisse d'activité de la société en France est le reflet d'une conjoncture difficile et d'une morosité ambiante qui perdure.

Export :

En Europe, l'activité (**hors Amérique du Nord**) fléchit de 37%.

L'Allemagne accuse une baisse de 64% avec un chiffre d'affaires de 108 K€ contre 304 K€ au titre de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est en partie dépendant d'opérations spot réalisées ou non avec un acteur majeur, d'où l'impact important sur le CA en cas de non renouvellement.

La Suisse est en croissance de +12%, ainsi que l'Espagne et la Grèce qui sont en progression de +22% et +57%, Le chiffre d'affaires en Belgique fléchit lui de 20%.

Le Royaume Uni recule de 64% réalisant un chiffre d'affaires de 93 K€ contre 255 K€ l'exercice précédent. Ceci est dû à une absence de représentation commerciale sur place, qui pénalise le démarchage des clients.

L'Europe du Sud affiche une progression globale de 4%.

L'Europe du Nord est en baisse de 33% contre 22% l'année précédente. La Russie enregistre une progression de 259%.

Hors Europe, l'Asie est en progression de 38%. Singapour affiche une hausse de 232% ainsi que le Japon de 38% et la Thaïlande de 68%. Cette zone reste très prometteuse.

Malgré cette décroissance globale, et grâce à une gestion très rigoureuse, nous avons limité l'impact sur nos résultats :

	N	N-1
- Résultat d'exploitation	- 1 449 215€	- 1 722 394€
- Résultat courant	- 1 310 875€	- 3 430 402€
- Résultat net	- 986 337€	- 3 340 644€

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/07/2017 au 30/06/2018 soit une durée de 12 mois.

Au 30 juin 2017, une dépréciation concernant la participation (25 000€) et les comptes courant majorés des intérêts (1 483 402.68€) de ORKA avait été constatés.

Son stock, déprécié, a effectivement été cédé à la maison mère contre compensation du compte courant. La filiale sera mise en sommeil et les titres ainsi que le compte courant ont été dépréciés.

La société a réalisé deux opérations d'émission de titre donnant accès au capital au cours de l'exercice.

Une émission d'ABSA réalisée en février 2018 pour un montant brut de 300.000 euros.

Une des trois catégories de BSA attachés aux actions ont été exercés en avril et mai 2018 pour un montant brut de 200.000 euros.

Une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription a été réalisée en juin 2018 pour un montant brut de 1.318.534,35 euros. Pour rappel Monsieur Lion a souscrit à l'augmentation de capital pour un montant brut de 500.000 euros (libération par compensation de créance).

2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE et PERSPECTIVES.

A l'avenir, la Société entend poursuivre et développer la stratégie mise en place par la direction au cours des deux derniers exercices et qui porte essentiellement sur les axes suivants :

2.1 Un re-positionnement produit high end

La Société réalise toujours des investissements importants en matière de Création-Recherche & Développement permettant de sortir des produits à plus forte valeur ajoutée.

Mastrad se concentre dernièrement sur les produits de mesure et de contrôle de la température, connectés, segment sur lequel le savoir-faire et l'innovation de Mastrad sont reconnus. Le dernier prix en date, reçu début octobre de la part du Consumer Electronic Show (CES premier salon pour l'innovation et la technologie) à Las Vegas, est une véritable reconnaissance de ce savoir-faire.

Mastrad entend devenir un leader dans cette catégorie en développant une gamme complète sondes de cuisson et de contrôle des aliments.



2.2 Stratégie marketing revue et renforcée

L'objectif est de faire de Mastrad la marque préférée de ses utilisateurs et de ses clients.

Au travers des grands axes suivants, les efforts marketing doivent accentuer le virage pris lors de l'exercice précédent à savoir se rapprocher des consommateurs et des revendeurs.

Création de la mastrad family...www.mastrad-family.fr

Le site internet dédié de la mastrad family permet d'organiser et de mettre en place des focus group et des tests produits, d'inciter aux témoignages sur les différentes plateformes digitales, et de faciliter l'accès aux informations les plus demandées (notices, recettes,...)

Anticipation des tendances

Mastrad met en place de nouveaux formats pour le e-commerce (référence avec emballage allégée pour moins de coûts, poids et empreinte carbone ou des gros conditionnements pour les consommables ou encore de nouvelles offres promotionnelles croisées). Les catégories et les gammes existantes sont redynamisées et le catalogue rajeuni.

Partenariat renforcé avec les revendeurs

Mastrad réoriente le marketing en faveur du sell in (référencement) plutôt vers le sell out (faire sortir les produits des points de vente des revendeurs).

La communication vers les revendeurs est intensifiée pour être plus proche des actualités marketing et commerciales

Les retombées presse sont maximisées (démultiplication des portages produits à la presse TV, RADIO en complément de nouvelles actions vers les influenceurs.

Des plans d'achats de diffusion des 50 nouvelles vidéos format 'mobile' sont poussées via YouTube et Facebook, et une mise à disposition de 'BRAND CONTENT' pour les clients comprenant des vidéos produits pour les nouveaux canaux de communication et les images life style. De même, des mini sites événementiels pédagogiques sont mis en place

pour recruter sur des catégories à forte valeur (sondes de cuisine) avec des plans de publicités dédiés (Adwords, Facebook...)

Ainsi depuis janvier 2018 on a pu constater +95% de retombées presse (en nombre absolu mais également en qualité de visibilité media), d'où un accroissement évident de la visibilité de la marque, tant auprès des consommateurs que des revendeurs.

2.3 Re-positionnement des canaux de distribution

Mastrad continue de développer les réseaux digitaux que ce soit par le site propre, les pure players ou les market place, sans pour autant négliger le réseau traditionnel des détaillants.

L'élargissement des grands comptes e-commerce se poursuit avec l'ouverture de C DISCOUNT, RUE DU COMMERCE et d'une dizaine de nouvelles market place depuis le début d'année.

Mastrad se positionne également sur des segments professionnels CHR, un créneau porteur au vu des résultats sur l'exercice clos, (vente du gant professionnel).

Mastrad envisage une présence au salon SIRHA lors de la prochaine édition.

Un « retour » dans les jardinerie est envisageable maintenant avec le produit phare meat'it ainsi que de nouvelles implantations dans le secteur du tourisme de plein air.

A l'export, les nouveaux axes de développement se situent notamment en Europe de l'Est et en Asie. Un commercial est présent à Mastrad Hong Kong afin de contribuer à la croissance dans cette région.

2.4 Le maintien d'un contrôle qualité strict

Mastrad entend poursuivre l'effort mis en œuvre au cours des exercices précédents sur la maîtrise de la qualité des produits en augmentant les audits auprès de ses sous-traitants. La mise en place de la filiale Mastrad Hong Kong, chargée des contrôles qualité, qui était le reflet de cette volonté, continuera à œuvrer dans cette voie. A cet égard, malgré la réduction des effectifs au sein de la filiale, un ingénieur spécialisé réalise des tests de qualité directement sur les lieux de fabrication. Ceci nous permet d'être plus réactifs et d'économiser des coûts importants liés à la fabrication.

2.5 La maîtrise des couts fixes

Depuis l'exercice précédent, le Groupe est entré dans une phase de restructuration de ses charges fixes afin de réduire ses coûts de structure et de faire face à cette conjoncture morose.

Ces mesures visent à une réduction des charges de fonctionnement en même temps qu'à un développement du chiffre d'affaires.

Les comptes présentés ont donc été arrêtés suivant le principe de continuité d'exploitation. Toutefois, si ces éléments devaient être moins favorables qu'envisagés, les sociétés pourraient avoir à faire face à un risque de liquidité et à une possible remise en cause du principe de continuité d'exploitation.

Une société, et au-delà un groupe, structurés et dimensionnés pour répondre aux modifications de contextes reflètent la volonté d'adaptation permanente. Cette stratégie, associée à la stricte maîtrise des coûts fixes, permettra de retrouver un développement rentable de la Société.

2.6 Conclusion

Mastrad va poursuivre sa stratégie basée sur l'innovation, la notoriété et l'affect de sa marque durant l'exercice afin d'accroître ses parts de marché aussi bien en France qu'à l'international. Mastrad affine sa politique de sortie de nouveaux produits en proposant des produits plus pertinents, plus complexes et encore mieux adaptés aux exigences du consommateur.

* * *

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

La société rencontre de graves difficultés économiques depuis trois ans, même si des efforts et des réductions de charges ont été entrepris précédemment.

Malgré l'ensemble des éléments relatés au paragraphe 1 de la présente annexe (décroissance de l'activité, tensions de trésorerie, pertes accumulées...) les perspectives de croissance quant aux nouveaux produits commercialisés nous permettent d'établir les présents comptes sociaux selon le principe de la continuité d'exploitation.

En conséquence, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Toutefois, si ces éléments devaient être moins favorables qu'envisagés, la société pourrait avoir à faire face à un risque de liquidité et à une possible remise en cause du principe de continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels couvrant la période du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017 ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France pour l'établissement des comptes annuels ouverts à compter du 1er janvier 2005.

3.1 Immobilisations

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les frais de recherche et de développement sont amortis sur une durée de 5 ans. Au 30 juin 2018, ils s'élèvent à 423 425 € et ils correspondent aux frais d'achats de dessins auprès de designers.

Les amortissements des brevets sont pratiqués suivant le mode linéaire sur une durée de 10 ans. Les droits liés aux brevets, acquis par la société MASTRAD au moyen de redevances, sont comptabilisés en autres charges.

Au 30 juin 2018, les montants qui demeurent enregistrés au compte brevets, correspondent aux brevets acquis par la société Mastrad.

Le poste de Concessions, Brevets et droits similaires, dont la valeur brute totale est de 617 038 €, dont :

- une augmentation de 1 000€ pour le Droit à l'image,
- 2400€ pour l'intégration Agile CRM,
- 6 082€ pour divers films promotionnels
- et vidéos et 5 595€ pour l'application de la sonde.

Les brevets sont identiques à l'exercice précédent 2016-2017.

A la date du 30 juin 2018, aucune perte de valeur n'est à constater, en complément des amortissements pratiqués, au vu de la valeur d'utilité des immobilisations incorporelles. En conséquence, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

3.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée :

- *Matériel industriel 5 ans
- *Agencements 10 ans (stand sur 3 ans)
- *Mobilier 5 à 10 ans (stand sur 3 ans)
- *Matériel de transport 5 ans
- *Matériel Informatique 5 ans

Au cours de l'exercice, des investissements en immobilisations corporelles ont été réalisés pour un total de 340 241 €. Ces investissements sont principalement constitués de :

- Matériels et outillages pour 94 167 €
- Agencement pour 5 000€
- Informatique pour 3 428€
- Stand Mastrad pour 32 951
- Avance et acompte concernant principalement de l'outillage industriel pour 204 694 €

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires

Nous avons mis au rebut :

- 1 ordinateur portable APPLE suite à un vol pour un montant de 2 249€
- du matériel lié au stand Mastrad pour un montant de 317 566€
- 1 ouvre lettres pour 1 471€.

3.1.3 Immobilisations financières

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La société MASTRAD détient au 30 juin 2018

- 100 % du capital d'ORKA pour un total de 25 000€,
- 100 % du capital de MASTRAD Inc. pour un montant de 500 000 \$,
- 100 % du capital de MASTRAD HONG KONG LIMITED, pour un montant de 10 000 HKD
- 25 % du capital de T.K.B, pour un montant de 2 055 603 €

Une dépréciation concernant les créances rattachées à des participations (emprunt obligataire) de TKB a été constatée suite à la procédure de sauvegarde soit 350 000€ sur l'exercice 2013-2014. (voir provision pour risques) La société TKB est actuellement en redressement judiciaire depuis le 21 avril 2017.

Une dépréciation concernant la participation (25 000€) et les comptes courant majorés des intérêts (1 483 402.68€) de ORKA ont été constatés au 30 juin 2017. Les intérêts sont provisionnés à chaque exercice.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Ce principe justifie la non dépréciation des titres de participation à l'actif du bilan. Il en va de même des créances rattachées aux participations classées en comptes de Groupe 45 (cf ci-dessous en 3-3).

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garanties pour 206 084€ principalement lié au loyer (40k€) et à l'affacturage BNP FACTOR (30k€).

Il a été provisionné les cautions versées à la BNP et au CIC pour le compte de TKB pour un montant de 127 945€.

3.2 Evaluation des stocks

La valorisation des stocks est faite au coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

Ce coût est calculé à partir du prix de revient qui correspond :

- au prix d'achat en euro, au cours fixé pour la livraison,
- augmenté des droits de douane, et des frais de transport à la charge de l'entreprise jusqu'à l'entrée à l'entrepôt.
- pour les livres, des droits d'auteur forfaitaires sont ajoutés.

Les stocks sont dépréciés à 100% pour les produits défectueux, et à 30% pour les produits de second choix.

Les produits à rotation lente sont dépréciés à 10% pour les produits stockés pendant 18 mois, 20% pour 36 mois, 50% pour 54 mois, 75% pour 72 mois, 90% pour 90 mois et 100% s'il n'y a aucune rotation.

Au 30 juin 2018, le stock s'élève à 2 402 631 € ; la provision pour stock lent et défectueux est de 608 476 €.

3.3 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire correspond à la valeur effective de la créance que la société considère comme recouvrable.

Ce calcul tient compte des remboursements de l'assurance crédit.

Au 30 juin 2018, le poste clients s'établit à 1 108 900 € provisionné à hauteur de 311 980 €. Les nouvelles créances douteuses ont été provisionnées à hauteur de 25% de leur montant hors taxes pour une 1ère relance, 50% pour un retard de paiement d'un mois, 75% pour 1 mois et demi et 100% au delà.

Les créances antérieures sont provisionnées, en fonction du risque estimé, entre 50 et 100% de leur montant total hors taxes. Une provision pour les comptes clients TKB à hauteur de 258 099€ a été faite au cours des années antérieures.

Les autres créances sont principalement constituées par les comptes courants des sociétés filiales qui s'élèvent à 494 552 € pour Mastrad HKG, 3 309 195 € pour Mastrad Inc, 893 461 € pour TKB et ORKA pour 1 320 172 €, auxquels il convient de rajouter les intérêts courus sur comptes courants de 132 010€ pour l'ensemble des comptes courants.

Ces créances rattachées à des participations ne sont pas dépréciées selon un principe énoncé ci-dessus au 3-1-3, seule sur ORKA une dépréciation des comptes courants majorés des intérêts (1 341 588€) est constatée depuis le 30 juin 2017 et réajustée à chaque exercice.

La créance de 907 360 € détenue sur TKB est provisionnée à 100% depuis le 30 juin 2014.

Le solde restant étant constitué de créances sur l'Etat, d'impôts divers et de TVA.

La réduction de la dette est essentiellement due à l'incorporation à hauteur de la dette obligataire d'un montant de 195 K€ au capital social et du remboursement intégral de l'emprunt bancaire.

Au 30 juin 2018, reste un montant en principal de 100 K€ au titre de l'emprunt obligataire.

3.4 Valeurs mobilières de placement

A la clôture de l'exercice, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 16 422,47 €. Elles sont constituées par un solde d'actions non distribuées dans le cadre d'une attribution gratuite d'actions réservées aux salariés.

3.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent au 30 juin 2018 à 331 646€, elles correspondent à des charges relatives au 2ème semestre 2018.

3.6 Provisions réglementées

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

3.7 Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges ont été constituées à hauteur de :

- 121 002 € pour écart de conversion sur les transactions en monnaies étrangères et essentiellement sur les échanges en Dollars.
- 22 782 € ont été comptabilisés au titre des cautions versées à la BNP et CIC dans le cadre des prêts souscrits par Kitchen Bazaar, repris par TKB pour lesquels MASTRAD s'était porté caution solidaire à hauteur de 50% du capital.

3.8 Dérogations aux principes généraux

3.8.1 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.8.2 Changements de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.8.3 Informations complémentaires

EFFECTIF ET REPARTITION PAR SERVICE

effectif commerciaux-RD et Marketing			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CADRE	8	4	12
EMPLOYE	1	6	7
TOTAL	9	10	19

effectif back -Office			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CADRE	1	2	3
EMPLOYE	1	2	3
TOTAL	2	4	6

effectif Total			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
CADRE	9	6	15
EMPLOYE	2	8	10
TOTAL	11	14	25

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1.1 Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 30/06/2018
Frais d'établissement et de développement	585 885	130 427			716 311
Autres postes d'immobilisation incorporelles	828 835	125 714		46 804	907 746
Total 1 Incorporelles	1 414 720	256 141	0	46 804	1 624 057
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	78 381	5 000			83 381
Installations techniques, matériels et outillages	2 433 606	94 167			2 527 773
Matériel de transport	8 967				8 967
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 116 553	36 380		341 177	811 756
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	3 637 507	135 547	0	341 177	3 431 877
Immobilisations corporelles en cours (1)					
Total 3 Encours Corporelles	0	0	0	0	0
Acomptes	225 301	204 695		148 753	281 244
TOTAL	3 862 808	340 142	0	489 930	3 713 121

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisés par la société pour les besoins de son activité.

4.1.2 Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 30/06/2018
Frais d'établissement et de développement	455 974	49 151		505 125
Autres immobilisations incorporelles	559 088	30 218		589 306
Total 1	1 015 062	79 369	0	1 094 431
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	43 730	6 044		49 774
Installations techniques, matériels et outillages	2 050 037	173 817		2 223 854
Matériel de transport	6 245	1 793		8 039
Matériel de bureau informatique, mobilier	1 043 760	23 360	340 446	726 674
Emballages récupérables et divers		2 128 710		
Total 2	3 143 772	205 014	340 446	3 008 341
TOTAL	4 158 834	284 383	340 446	4 102 771

4.1.3 Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe 5-3-3 Etat des provisions.

4.2 Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 30/06/2017	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 30/06/2018	Provision	Valeur Nette au 30/06/2018
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	2 452 255		-100	2 452 355	2 080 603	371 753
Autres titres immobilisés	350 001			350 001	350 001	
Prêts et autres immobilisations financières	150 825	119 602	64 343	206 085	127 946	78 139
TOTAL	2 953 081	119 602	64 243	3 008 441	2 558 550	449 891

4.3 Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 30/06/2018
Matières premières			
Marchandises	2 394 364	624 110	1 770 255
Produits finis			
En-cours de production de biens	8 267		8 267
En-cours de production de services			
TOTAL	2 402 631	624 110	1 778 521

4.4 Provisions pour dépréciation des stocks et des créances

Se référer au paragraphe 5-3-4 et 5-3-5 Etat des Provisions.

4.5 Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 8 239 492 € en valeur brute au 30/06/2018 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	206 085	206 085	0
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	206 085	206 085	
ACTIF CIRCULANT :	8 033 407	8 033 407	0
Clients	732 084	732 084	
Clients douteux	376 817	376 817	
Personnel et comptes rattachés	2 388	2 388	
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	326 956	326 956	
Groupe et associés	6 149 389	6 149 389	
Débiteurs divers	114 126	114 126	
Charges constatées d'avance	331 647	331 647	
TOTAL	8 239 492	8 239 492	0
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

4.6 Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 30/06/2018	Net 30/06/2017
Créances clients et comptes rattachés	1 108 901	311 980	796 920	971 758
Autres créances	6 592 860	2 398 095	4 194 765	4 260 698
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	7 701 761	2 710 075	4 991 685	5 232 456

Dont créances Groupe :

Chiffres exprimés en euros	2018	2017
Clients sociétés affiliées consolidées France	1 320 172	1 455 831
Clients sociétés mères et Divers		
Clients sociétés affiliées consolidées	4 697 207	4 518 551
Clients factures à établir Groupe		
TOTAL	6 017 379	5 974 382

Les provisions sont établies selon les modalités décrites au [paragraphe 3-3](#).

4.7 Créances représentées par des effets de commerce

Les effets de commerce sont inclus dans le poste « Créances clients et comptes rattachés » :

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Au 30/06/2017
Effets de commerce	0	0
TOTAL	0	0

4.8 Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Au 30/06/2017
Rabais, remises, Ristournes à obtenir	24 625	72 179
Produits à recevoir		
Clients – Factures à établir	3 086	30 425
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant	132 010	101 330
TOTAL	159 721	203 934

4.9 Comptes de régularisation

4.9.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 331 647 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Au 30/06/2017
Charges d'exploitation	331 647	269 009
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	331 647	269 009

4.9.2 Ecart de conversion

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaieur au moment de l'opération.

Les créances, les dettes et les disponibilités figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture de l'exercice.

Lorsque l'application du taux de conversion a pour effet de modifier les montants des créances ou des dettes en monnaie nationale qui ont été précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures.

- Lorsque la différence correspond à une perte latente, celle-ci est enregistrée au compte écart de conversion – Actif. Parallèlement, la perte latente entraîne la constitution d'une provision pour risque d'égale montant, non déductible fiscalement.
- Lorsque la différence correspond à un gain latent, celle-ci est enregistrée au compte Ecart de conversion – Passif. Le gain latent n'intervient pas dans la formation du résultat, il est enregistré au passif du bilan.

ECART ACTIF		ECART PASSIF	
	Euros		Euros
Diminution des créances	98 976	Diminution des dettes	8 519
Augmentation des dettes	22 026	Augmentation des créances	21 241
TOTAL	121 002	TOTAL	29 760

5 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1 Capital

Le capital est composé de 14 724 951 actions à 0,14 € de valeur nominale.

5.2 Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2017 :

Les comptes de l'exercice 2017 ont fait apparaître un résultat de -3 340 644 €.

Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce déficit a été affecté comme suit :

- le solde au poste « Autres réserves ».

5.3 Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

5.3.1 Provisions pour risques

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Provisions pour litige prud'homal				
Provisions pour garantie Clients				
Provisions pour perte de marchés à terme				
Provisions pour amendes pénalité				
Provisions pour pertes de change	127 141	121 002	127 141	121 002
TOTAL	127 141	121 002	127 141	121 002

5.3.2 Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	96 727		73 946	22 782
TOTAL	96 727	0	73 946	22 782

5.3.3 Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles	7 363		7 363	
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	2 080 603			2 080 603
Provisions autres immos financières	404 001	73 946		477 946
TOTAL	2 491 967	73 946	7 363	2 558 549

Suite à la mise sous procédure de sauvegarde de la société TKB, Mastrad a provisionné la totalité de la valeur des titres de participation (2 056 k€) et la valeur des titres obligataires (350 k€). Par ailleurs au 30 juin 2017, une dépréciation concernant la participation (25 000€) et les comptes courants majorés des intérêts (1 483 402.68€) de ORKA avait été constatés.

5.3.4 Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Matières premières				
Stocks défectueux	78 305	0	62 672	15 633
Stocks lents	482 625	125 851		608 476
TOTAL	560 930	125 851	62 672	624 109

5.3.5 Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Poste : Clients douteux	54 339	294	751	53 882
Poste : Autres créances douteuses TKB	258 099	0	0	258 099
TOTAL	312 438	294	751	311 981

5.3.6 Provisions pour dépréciation des autres créances

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2017	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Poste : Compte courant ORKA	1 483 403	37 430	179 245	1 341 588
Poste : Compte courant TKB	893 460	13 900	0	907 360
TOTAL	2 376 863	51 330	179 245	2 248 948

5.4 Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	6 674	6 674		
Autres emprunts obligataires	100 000	100 000		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	4 143	4 143		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 115 989	1 115 989		
Personnel et comptes rattachés	91 436	91 436		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	160 710	160 710		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéficiaires				
Taxe sur la valeur ajoutée	11 495	11 495		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	133 505	133 505		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 246	6 246		
Autres dettes	810 685	810 685		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 440 883	2 440 883	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 333 485			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 590 740			

5.5 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Au 30/06/2017
Fournisseurs Groupe		
Fournisseurs France	457 116	691 658
Fournisseurs Etrangers	471 896	721 241
Effets à Payer autres que le Groupe		
Effets à payer Groupe		
Fournisseurs factures non parvenues	186 977	397 377
Valeurs nettes comptables	1 115 989	1 810 276

5.6 Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2018	Exercice 2017
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 115 989	1 810 276
Dettes fiscales et sociales	397 145	435 336
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles	6 674	33 272
Autres emprunts obligataires	100 000	295 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 143	40 709
Emprunts et dette financières divers (dt empr. partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	31 373	26 185
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	816 931	763 835
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	2 472 255	3 404 613

6 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2018			Exercice 2017
	France	CEE + Export	Total	Total
Ventes de marchandises	3 490 900	1 502 783	4 993 683	6 512 430
Ventes de produits finis	-9 353	-2 825	-12 178	-104 354
Production vendue de services	67 768	32 490	100 258	461 494
Chiffre d'affaires	3 549 315	1 532 448	5 081 763	6 869 570
%	69,84 %	30,16 %	100,00 %	

6.2 Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2018	Au 30/06/2017
Production stockée		
Production immobilisée	86 936	67 569
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation		
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	73 167	66 009
TOTAL	160 103	133 578

6.3 Transfert de charges

La société Mastrad SA a facturé au titre de la répartition des frais généraux entre les sociétés du groupe (frais de personnel, charges sociales, loyer, royalties) :

- 16 290 € ht à la société Mastrad Finance.
- 30 901 € ht à la société Mastrad Inc.

Ces sommes sont comptabilisées au compte 7088.....

6.4 Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 138 340 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2018	Exercice 2017
PRODUITS FINANCIERS	557 638	316 618
Produits financiers de participations	21 019	28 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	132 787	105 155
Reprises sur provisions et transferts de charges	380 332	43 406
Différences positives de change	23 500	140 057
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	419 298	2 024 626
Dotations financières aux amortissements et provisions	269 297	1 831 799
Intérêts et charges assimilées	63 348	96 863
Différences négatives de change	86 654	95 964
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	138 340	-1 708 008

6.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 229 459 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2018	Exercice 2017
PRODUITS EXCEPTIONNELS	229 596	115 671
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	229 596	33 671
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		82 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	137	100 928
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 769	46 873
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-6 632	54 055
RESULTAT EXCEPTIONNEL	229 459	14 743

6.6 Impôt sur les bénéfices

La société MASTRAD est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère, la société MASTRAD .

6.6.1 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

Résultats	Bénéfices comptables avant impôt (en K€)	Réintégrations et déductions (en K€)	Résultat fiscal (en K€)	Montant de l'impôt théorique (en K€)	Report défictaire à imputer IS (en K€)	Dû	Résultat net après impôt (en K€)
TOTAL		0	-1 153 143			-95 080	-986 337

Exercice 2018		
Bénéfice comptable de l'exercice		
1.	Réintégrations fiscales	286 539
2.	Déductions fiscales	310 803
Détermination du résultat fiscal		
	BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables		1 153 143
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
RESULTAT FISCAL		1 153 143

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

6.6.2 Incidence sur le résultat de l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice	2018
Résultat de l'exercice	
- Impôt sur les bénéfices	
- Crédits d'impôts :	0
crédit d'impôt en faveur de la recherche	
crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	
crédit d'impôt famille	
réduction d'impôt en faveur du mécénat	
crédit d'impôt investissement en Corse	
crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	
autres imputations	
Résultat avant impôt (ou crédit d'impôt)	0
+ Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
- Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	0
Résultat hors dispositions fiscales	0

7 INFORMATIONS DIVERSES

7.1 Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société mère sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société SA MASTRAD 34 Boulevard de Picpus 75012 PARIS - FRANCE.

7.2 Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	Nb d'actions	Capital détenu	Capitaux propres y compris résultat	Résultat Net
MASTRAD INC (USA)	100	100%	- 4 445 237 USD	- 805 051 USD
MASTRAD HK (HONG KONG)	9999	100%	- 180 076 HKD	17 209 HKD
TKB	2 364 918	25%	NON ETABLI	NON ETABLI
ORKA SAS (FR)	2 500	100%	- 1 350 330 €	- 28 910 €

7.3 Rémunération Commissaires aux comptes :

Les honoraires payés sur l'exercice 2017/2018 s'élèvent à 29 160€ TTC.

7.4 Engagements sur le personnel

7.4.1 Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Au niveau des comptes sociaux, Mastrad SA ne comptabilise pas de provision retraite.

Cependant, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée au niveau des comptes consolidés.

7.4.2 Participation des salariés

En application des articles L.3321-1 et suivants du code du travail, il est institué un régime de participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

La participation est liée aux résultats de l'entreprise. Elle existe en conséquence dans la mesure où ces derniers permettent de dégager une réserve de participation positive.

7.4.3 Cessions de droits

ENGAGEMENTS SUR CONTRATS DE CESSION DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE INTERVENUS ENTRE LA SOCIETE ET 2 AUTEURS :

La signature de 2 contrats de cession de droits de propriété intellectuelle, à effet du 1er octobre 2005, qui remplacent les contrats existants, auxquels sont adossés des pactes de préférences au bénéfice de la société MASTRAD, donnent lieu à une rémunération qui varie de 0,50 % à 2 % du chiffre d'affaires réalisé à partir des produits créés par les auteurs intervenant conjointement ou séparément.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	585 885		130 427
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	828 835		125 714
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			94 167
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 433 606		5 000
Installations générales, agenc., aménag.	78 381		
Matériel de transport	8 967		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 116 553		36 380
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	225 301		204 695
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 862 809		340 242
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 452 255		
Autres titres immobilisés	350 001		
Prêts et autres immobilisations financières	150 825		119 602
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 953 081		119 602
TOTAL GENERAL	8 230 610		715 984

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			716 311	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		46 804	907 746	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn ,matériel et outillages ind.			2 527 773	
Installations générales, agencements divers			83 381	
Matériel de transport			8 967	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		341 177	811 756	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		148 753	281 244	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		489 929	3 713 121	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		-100	2 452 355	
Autres titres immobilisés			350 001	
Prêts et autres immobilisations financières		64 343	206 085	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		64 243	3 008 440	
TOTAL GENERAL		600 976	8 345 619	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	455 974	49 151		505 125
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	559 088	30 218		589 306
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 050 037	173 817		2 223 854
Installations générales, agenc. et aménag. divers	43 730	6 044		49 774
Matériel de transport	6 245	1 793		8 039
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 043 760	23 360	340 446	726 674
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 143 772	205 014	340 446	3 008 340
TOTAL GENERAL	4 158 834	284 383	340 446	4 102 771

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							

CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	127 141	121 002	127 141	121 002
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	96 727		73 946	22 782
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	223 869	121 002	201 087	143 783
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	7 363		7 363	
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	2 080 603			2 080 603
Dépréciations autres immobilis. financières	404 001	73 946		477 946
Dépréciations stocks et en cours	560 930	125 851	62 672	624 110
Dépréciations comptes clients	312 437	752	294	311 980
Autres dépréciations	2 636 394	74 349	179 245	2 531 499
DEPRECIATIONS	6 001 728	274 897	249 573	6 026 138
TOTAL GENERAL	6 225 597	395 899	450 660	6 169 921
Dotations et reprises d'exploitation		126 145	63 423	
Dotations et reprises financières		269 297	380 332	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	206 085	206 085	
Clients douteux ou litigieux	376 817	376 817	
Autres créances clients	732 084	732 084	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 388	2 388	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	192 173	192 173	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	134 783	134 783	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	6 149 389	6 149 389	
Débiteurs divers	114 126	114 126	
Charges constatées d'avance	331 647	331 647	
TOTAL GENERAL	8 239 492	8 239 492	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	6 674	6 674		
Autres emprunts obligataires	100 000	100 000		
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	4 143	4 143		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 115 989	1 115 989		
Personnel et comptes rattachés	91 436	91 436		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	160 710	160 710		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	11 495	11 495		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	133 505	133 505		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 246	6 246		
Autres dettes	810 685	810 685		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 440 883	2 440 883		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 333 485			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 590 740			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	30/06/2018	30/06/2017	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16880000	INTERETS COURUS S/EMPRUNTS		55,31	-55,31
16881000	INTERETS EMPRUNT OBLIGATAIRE	6 673,97	33 217,08	-26 543,11
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		6 673,97	33 272,39	-26 598,42
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810000	Fournisseurs, fact non parvenues	170 072,39	397 376,66	-227 304,27
40816000	FNP JETONS DE PRESENCE	16 905,00	28 905,00	-12 000,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		186 977,39	426 281,66	-239 304,27
AUTRES DETTES				
41980000	AVOIR A EMETTRE	12 913,31	24 320,78	-11 407,47
46860000	Charges à payer	10 784,87	7 144,97	3 639,90
TOTAL AUTRES DETTES		23 698,18	31 465,75	-7 767,57
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	PROV POUR CONGES A PAYER	52 569,23	60 428,72	-7 859,49
42821000	COMMISSIONS-PRIMES A PAYER	25 455,39	28 228,76	-2 773,37
42821100	Prov CP REPS	3 723,50	4 332,82	-609,32
42860100	PROV chges à payer	268,24	578,39	-310,15
43860000	CH. SOC. SUR CONGES PAYES	24 590,09	28 133,89	-3 543,80
43862000	CH.SOC/COMM ET SAL A PAYER	44 211,34	45 775,61	-1 564,27
43864000	Effort construction à payer	5 977,99	6 627,32	-649,33
44860000	ETAT- charges à payer	121 098,76	111 116,93	9 981,83
44860100	C.V.A.E. Taxe PRO. A PAYER	4 500,00	12 481,00	-7 981,00
44860200	APPRENTISSAGE A PAYER	2 784,82	2 984,93	-200,11
44860300	FORMATION A PAYER	5 121,02	5 447,37	-326,35
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		290 300,38	306 135,74	-15 835,36
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51810000	Prov frais bancaires	4 143,20	5 053,22	-910,02
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		4 143,20	5 053,22	-910,02
TOTAL CHARGES A PAYER		511 793,12	802 208,76	-290 415,64

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	30/06/2018	30/06/2017	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	331 646,57	269 008,62	62 637,95
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		331 646,57	269 008,62	62 637,95

Compte	Libellé	30/06/2018	30/06/2017	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	FACTURES A EMETTRE	3 085,94	30 424,65	-27 338,71
41812000	FNP RFA clients	-211 194,07	-298 148,26	86 954,19
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		-208 108,13	-267 723,61	59 615,48
AUTRES CREANCES				
40980000	AVOIRS A RECEVOIR	114 126,01	72 178,84	41 947,17
45580000	Intérêts courus sur CC	132 010,16	101 329,67	30 680,49
TOTAL AUTRES CREANCES		246 136,17	173 508,51	72 627,66
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
50880000	Intérêts courus sur obligations	118 713,17	97 693,96	21 019,21
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		118 713,17	97 693,96	21 019,21
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		156 741,21	3 478,86	153 262,35

Date d'arrêté	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2016	30/06/2015	30/06/2014
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 061 493	1 349 306	884 129	884 129	884 129
Nombre d'actions					
- ordinaires	14 724 951	9 637 902	6 315 206	6 315 206	6 315 206
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 054 031	6 614 454	9 278 835	11 176 169	14 061 311
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-851 979	-1 044 095	-685 189	-1 243 013	-796 514
Impôts sur les bénéfices	-95 080	-75 015	-83 929	-103 724	-77 588
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	229 438	2 371 564	336 904	-1 184 767	5 578 105
Résultat net	-986 337	-3 340 644	-938 164	45 479	-6 297 030
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-0,05	-0,1	-0,1	-0,18	0
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-0,07	-0,35	-0,15	0,01	0
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	24	24	31	41	50
Masse salariale	948 383	981 564	1 313 079	1 742 557	2 074 117
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	400 604	372 969	529 548	620 632	1 005 640

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	14 724 951	5 087 049		0,14
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Nature	BANQUE/organisme de financement	Date début	Date Fin	Couverture de change	MONTANT PRÊT	Engagement locatif	FINANCEMENT	solde au 30/06/18
Prunt Obligataire MASTRAD SA		17/07/2017	30/06/2018		100 000 €			100 000 €
Fontaine d'eau	Château D'eau	30/04/2018	31/10/2018			183 €		
Fontaine d'eau	Château D'eau	08/06/2018	07/12/2018			183 €		
meuse SM404T	MAILFINANCE	01/04/2018	31/03/2019			4 049 €		
Machine à affranchir	NEOPOST	11/05/2018	10/05/2019			900 €		
NON IR ADV C2220I- copieurs	GE CAPITAL	26/02/2014	26/05/2019				34 431 €	5 489 €
ID 2 serveurs HEWLETT PACKARD NEUFS	GE CAPITAL	01/10/2016	30/09/2019				66 451 €	23 732 €
D - C4 Picasso 5p Monovolume	ARVAL	05/03/2018	16/03/18/2017				25 708 €	11 727 €
OUVERTURE DE CHANGE	WESTERN UNION	15/06/2018	28/09/2018	500 000,00 USD				